



**UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR**

REVUE DE PRESSE

**Éducation
Enseignement
Supérieur**

RP
19 - 23
mai
2025

Universités sénégalaises : le Recteur de l'UASZ plaide pour l'érection d'une Chaire Aline Sitoé



Dans les universités sénégalaises il urge, selon le Recteur de l'Université Assane Seck de Ziguinchor, Alassane Diédhiou, d'ériger une « Chaire Aline Sitoé » et d'introduire des modules d'enseignement dans certaines formations en Histoire, et Sociologie. Il s'exprimait jeudi, lors de la cérémonie d'ouverture d'un symposium sur Aline Sitoé Diatta, 80 après sa mort, tenu à Ziguinchor.

Personnalité emblématique de l'histoire coloniale en Casamance, Aline Sitoé Diatta s'est imposée, selon le Recteur de l'Université Assane Seck de Ziguinchor, Alassane Diédhiou, comme l'un des symboles les plus puissants de la contestation populaire face au système colonial français. « Aline Sitoé Diatta mérite une place de choix dans nos recherches en histoire, en anthropologie, en études postcoloniales et en genre, car son parcours est un point nodal entre la résistance populaire, la spiritualité africaine et la pensée féminine émancipée », soutient-il.

Pour le Recteur de l'UASZ des institutions universitaires sénégalaises, qui sont des lieux de production critique du savoir, il est de leur responsabilité de déconstruire les narrations hégémoniques. L'objectif est pour lui, de faire émerger ces voix « longtemps marginalisées ». « Nos enseignants chercheurs sauront décrypter ce message, qui est une invite à non seulement faire davantage de recherche sur la vie de cette héroïne Aline Sitoé Diatta, mais aussi à introduire des modules d'enseignement dans certaines de nos formations en Histoire, et Sociologie entre autres, et ériger une Chaire Aline Sitoé », a-t-il plaidé.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/universites-senegalaises-le-recteur-de-luas-z-plaide-pour-lerection-dune-chaire-aline-sitoe/>

NATIONALE

Formation professionnelle au Sénégal : constats et pistes de transformation



Diversité linguistique : Tirer le meilleur des langues et cultures francophones



Production de données statistiques : Les enseignants-chercheurs à l'école de l'Ansd



Les hautes autorités du Sénégal, le Président de la République en premier, ont évoqué le rôle fondamental que la diaspora sénégalaise doit jouer dans la mise en œuvre de l'Agenda national de Transformation, « Vision Sénégal 20250 ». Lors du Conseil des Ministres tenu hier, le Chef de l'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations aux Sénégalais de l'extérieur pour leur contribution significative à la vie politique, économique et sociale, ainsi qu'au rayonnement culturel de notre pays. C'est dans cette lancée qu'il faut inscrire cette présente contribution portant sur la formation professionnelle au Sénégal.

En effet, chaque année, des milliers de jeunes Sénégalais quittent le système scolaire sans emploi, sans formation qualifiante et souvent sans perspective. Dans les rues de nos villes et villages, le chômage est devenu une réalité pesante, surtout pour les jeunes. Pourtant, notre pays regorge de talents, d'énergie et de volonté. Ce qui fait aujourd'hui défaut, c'est un dispositif de formation professionnelle aligné sur les exigences actuelles du monde économique.

Le constat est clair, notre dispositif actuel ne répond plus efficacement aux besoins du marché du travail. Les filières proposées sont peu variées et éloignées des réalités de l'entreprise. Alors que des secteurs comme le bâtiment, l'agriculture, les énergies renouvelables ou le numérique cherchent activement du personnel qualifié, de nombreux jeunes se retrouvent sans préparation adéquate. Face à cette situation, je lance un appel solennel à l'État, la refonte de la formation professionnelle doit être placée au cœur des priorités nationales.

https://www.seneweb.com/news/Contribution/formation-professionnelle-au-senegal-con_n_471224.html

L'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Ugb) abrite, du 20 au 22 mai 2025, une autre rencontre internationale sur la diversité linguistique. L'initiative est à l'actif du département de français de l'Ufr Lettres et sciences humaines en collaboration avec l'Institut français. Pendant trois jours, enseignants, chercheurs, linguistes, étudiants et autres experts vont réfléchir et échanger sur le thème « Francophonies, diversités, polyphonies : comment habiter le monde en plusieurs langues ? ».

L'idée pour les organisateurs est de voir comment tirer profit de la diversité des langues nationales, les valoriser sans exclure les autres dites étrangères comme le suggèrent certaines réflexions sur les réseaux sociaux. « À travers ces journées, nous voulions montrer qu'en réalité, que les langues ne s'excluent pas. On peut porter aujourd'hui l'accent sur d'autres aspects de la question au lieu d'en exclure certaines. Il nous faut voir comment les langues peuvent s'entraider ; comment elles peuvent même s'entrechoquer, mais dans le bon sens pour un meilleur cadre linguistique aussi bien à l'école que dans le champ public », a expliqué le professeur Moustapha Faye, de l'Ufr Lettres et sciences humaines.

Selon lui, il s'agit donc de voir ensemble la richesse des langues et cultures francophones et en tirer le meilleur de cette diversité. « De plus en plus de pédagogues sont certains que la diversité linguistique aide. Nous avons le modèle basque qui permet aux enfants d'étudier le basque à côté de l'espagnol. Des résultats absolument documentés ont pu montrer que les enfants qui sont dans des modèles linguistiques majeurs et polyphoniques ont souvent la latitude de mieux intégrer le monde », a affirmé M. Faye.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/diversite-linguistique-tirer-le-meilleur-des-langues-et-cultures-francophones/>

Pour renforcer la capacité des utilisateurs de données, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) a initié, depuis hier, une série d'ateliers. L'objectif est de fournir des outils et des connaissances permettant une meilleure compréhension, interprétation et utilisation des statistiques. Les enseignants-chercheurs, puis les médias ce matin, en seront les principaux bénéficiaires dans le cadre d'une formation offerte par l'Ansd, qui vulgarise ainsi l'un des outils qui rend crédibles les données statistiques dans le domaine public : le visa.

«Ce visa est une obligation pour tous les services de l'Etat qui produisent et réalisent des enquêtes devant mener à des données considérées comme officielles. Et c'était le lieu aussi de le partager avec le monde universitaire qui, par moments, réalise des études et des enquêtes pour des entités publiques. Donc, pour qu'une donnée puisse être considérée comme officielle, et c'est la loi, elle doit subir un processus dans sa production pour aboutir à un visa statistique.

Et cette rencontre d'aujourd'hui (hier) participe à vulgariser cet outil qu'on appelle le visa statistique qui, dans une démarche pédagogique avec l'ensemble des acteurs, nous pensons pouvoir le faire adopter et l'accepter par tout le monde et que cela relève de la banalité lorsqu'il s'agit de produire et de faire des enquêtes», explique Abdou Diouf, Dg de l'Ansd.

Il faut noter que le visa correspond «à une autorisation préalable qui est sollicitée, requise et donc fournie par l'Ansd, et le dispositif mis en place pour s'assurer que la qualité des objectifs, d'abord de l'enquête ou de l'étude, puissent correspondre à des objectifs nationaux». Selon le patron de l'Ansd, il permet aussi de «s'assurer», poursuit-il, «que la méthodologie proposée, les normes utilisées, le dispositif mis en place puissent permettre de produire les indicateurs qui sont donc visés».

<https://lequotidien.sn/production-de-donnees-statistiques-les-enseignants-chercheurs-a-lecole-de-lansd/>



"La France en décrochage avancé" dans ce secteur décisif, un ministre alerte

Un ministre regrette le sous-investissement de la France dans un secteur pourtant stratégique, dans lequel le pays était une référence il y a quelques décennies.

Auditionné la semaine dernière au Sénat, Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a détaillé sa "feuille de route" en matière de recherche, technologie et innovation. Des "éléments essentiels pour la croissance et la compétitivité de notre économie" d'après Dominique Estrosi Sassone, qui préside cette audition filmée et diffusée en direct sur le site du Sénat et dont le compte-rendu est disponible en ligne.

Ancien président du Centre national d'études spatiales (Cnes) de 2021 à décembre 2024, le ministre a lancé un signal d'alarme sur le secteur spatial : "Nous sommes en position de décrochage avancé sur la question du spatial sur le plan budgétaire." a-t-il affirmé, comme le rapporte La Tribune. Un avertissement fort alors que 2025 constitue "une année charnière."

Sous le gouvernement Borne, un "réel effort" a été consenti avec un investissement de 9 milliards d'euros sur 2023-2025, soit trois milliards par an. "Cela peut sembler important", a admis le ministre, mais reste dérisoire face aux 70 milliards de dollars investis chaque année par les États-Unis, ou aux 15 milliards pour l'ensemble de l'Europe. 2025 constitue "un moment déterminant, et ce à double titre" d'après lui. D'un côté, l'UE a commencé à préparer son budget 2028-2034 (14,8 milliards entre 2021-2027). De l'autre, l'Agence spatiale européenne (ESA) s'appête à fixer, lors de la conférence ministérielle en fin 2025, son enveloppe pour 2026-2028. "Un moment clé", a-t-il jugé.

<https://www.linternaute.com/actualite/7970495-la-france-en-decrochage-avance-dans-ce-secteur-cle-un-ministre-alerte/>

L'Algérie récompense l'innovation : six chercheurs honorés par le Prix présidentiel



Maroc : Bourqia appelle à une refonte structurelle de l'enseignement supérieur



Rabat : Débat sur le rôle de la recherche scientifique dans la réduction de l'interdépendance entre l'eau et l'énergie



Sous la présidence du Premier ministre Nadir Larbaoui, l'Algérie a célébré ce mardi la première édition de la remise du Prix du président de la République pour le chercheur innovant, organisée au Pôle scientifique et technologique du martyr Abdelhafid Ihaddaden à Sidi Abdellah (Alger). Une cérémonie qui a mis à l'honneur six lauréats – trois enseignants-chercheurs et trois étudiants – récompensés pour leurs projets pionniers dans des secteurs stratégiques.

Cette édition, qui coïncide avec la célébration du 69^e anniversaire de la Journée nationale de l'Étudiant, revêt une portée hautement symbolique.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a souligné à cette occasion que cette distinction incarne la vision du président, résolument tournée vers l'économie du savoir, l'innovation technologique et l'autonomie nationale.

Intelligence artificielle, biotechnologie, cybersécurité : des talents récompensés

Le Prix du président de la République vise à valoriser les innovations qui répondent aux besoins socio-économiques de l'Algérie. Les lauréats ont été sélectionnés selon deux catégories : enseignants-chercheurs et étudiants.

Dans la catégorie des enseignants-chercheurs :

1^{er} prix (500 millions de centimes) : Ammar Azzione, du Centre de recherche en biotechnologie, pour son projet sur les biopuces médicales, une technologie innovante pour le diagnostic et le suivi des maladies.

2^e prix (300 millions de centimes) : Zine Eddine Khemri, du Centre de recherche sur les zones arides, pour son système d'irrigation à l'ozone, permettant une économie d'eau de 47 %.

3^e prix (200 millions de centimes) : Atef Djoulah, chercheur au ministère de la Défense nationale, pour son projet novateur de défense alimentaire contre les menaces hybrides.

<https://www.algerie360.com/lalgerie-recompense-linnovation-six-chercheurs-honores-par-le-prix-presidentiel/>

Dense et engagé, le discours de Rahma Bourqia, présidente du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, a donné le coup d'envoi de la 8^e session de l'Assemblée générale du Conseil. Une session placée sous le signe de la réforme structurelle de l'enseignement supérieur et de l'innovation, à travers deux projets majeurs : l'avis du Conseil sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur, à la recherche scientifique et à l'innovation, ainsi que celui sur les référentiels métiers et compétences relevant du même secteur.

D'entrée de jeu, la présidente a insisté sur l'impératif d'une révision législative profonde, estimant que la loi actuelle (01.00), en vigueur depuis près de 25 ans, ne répond plus aux réalités ni aux exigences du XXI^e siècle. Elle a souligné la nécessité d'un nouveau cadre capable d'accompagner les mutations sociales, économiques, technologiques et environnementales qui bouleversent l'écosystème universitaire marocain.

Bourqia a rappelé que les universités doivent redevenir des pôles d'excellence, des foyers de savoir, de production scientifique et technologique, et de formation de citoyens capables de contribuer activement au développement du pays. Selon la responsable, cela suppose non seulement un contenu pédagogique actualisé, mais aussi une gouvernance rénovée et des outils de pilotage plus performants.

«Il faut que le nouveau modèle d'enseignement supérieur donne aux jeunes les moyens de comprendre un monde en constante mutation, tout en les préparant à innover, à penser, et à agir», a-t-elle déclaré. Cette vision ambitieuse repose sur une combinaison entre efficacité, éthique, équité et innovation pédagogique, dans un contexte mondial marqué par la montée en puissance de l'intelligence artificielle générative et la démocratisation du numérique.

<https://fr.hespress.com/425043-bourqia-appelle-a-une-refonte-structurelle-de-lenseignement-superieur.html>

Le rôle de la recherche scientifique dans la réduction de l'interdépendance entre l'eau et l'énergie, dans un contexte de pression hydrique croissante au Maroc et de mise en place du chantier de production d'hydrogène vert, a été au centre d'une rencontre, organisée jeudi par l'Académie Hassan II des sciences et techniques.

Cet événement, initié sous le thème "Rôle et impact de la production de l'hydrogène sur l'empreinte hydrique au Maroc" en commémoration du 19^e anniversaire de l'installation de l'Académie Hassan II des sciences et techniques par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a été l'occasion de souligner le rôle de la communauté scientifique dans la résolution des défis d'exploitation des ressources hydriques pour la production d'énergies renouvelables.

Intervenant à l'ouverture de cette session, le secrétaire perpétuel de l'Académie Hassan II des sciences et techniques, Omar Fassi-Fehri, a indiqué que cette rencontre vise à explorer l'impact et le potentiel de l'hydrogène vert sur l'empreinte hydrique, en identifiant les enjeux scientifiques et technologiques liés à l'optimisation de l'usage de l'eau et en examinant les mécanismes de soutien à l'innovation pour favoriser le développement de cette énergie propre dans la gestion résiliente et concertée des ressources en eau au Maroc.

Il a rappelé, à cet égard, que le Royaume, pays au climat semi-aride, fait face à un stress hydrique croissant depuis plusieurs années, aggravé par le changement climatique, la croissance démographique et une demande en eau de plus en plus forte, dont les conséquences deviennent perceptibles sur les plans sociaux et humains (alimentation, agriculture), ainsi que sur le plan environnemental (préservation des sols et biodiversité).

<https://www.mapexpress.ma/actualite/economie-et-finance/rabat-debat-role-recherche-scientifique-reduction-linterdependance-leau-lenergie/>